

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Salih Benkobbi, ancien membre de l'UGEMA, ancien
ambassadeur

Le militant, le diplomate et le pÃ©dagogue

-- Archives - 2009 - 2009-05 - 2009-05-28 --

« Pour supporter sa propre histoire, chacun y ajoute un peu de légende » Jouhandeau

Salih a une admiration pour l'Emir Abdelkader qui, à 24 ans, a pris la responsabilité de lutter 18 ans durant contre l'une des grandes puissances du monde. L'Union du Maghreb ? Le « lâchage » subi par l'Etoile nord-africaine au début du siècle dernier avait donné une idée sur les « haines cordiales et chacun pour soi ». L'Union n'est plus un luxe, mais une nécessité, un défi du siècle.

Salih est un homme pressé. Il était peu évident de lui mettre la main dessus tant il est affairé. Une commémoration par-ci, une conférence par-là, sans compter les cours qu'il continue à donner à l'Ecole nationale d'administration. Programme chargé pour un homme « qui n'a jamais eu peur du travail » et qui s'est échiné sa vie durant à livrer des messages. Salih a mené l'essentiel de son activité militante à Alger qu'il rejoint en 1954, le baccalaurat en poche, pour y poursuivre ses études supérieures. Il est « absorbé » par le virus de la politique. Ainsi, il fait partie du premier bureau de l'Ugema, regroupant les étudiants algériens de la capitale. Il est élu membre du comité directeur de cette organisation lors de son congrès tenu à la Mutualité de Paris en mars 1956. A ce titre, il participe activement à l'organisation de la grande illimitée des cours d'écriture le 19 mai de la même année. Par la suite, il rentre dans la clandestinité comme chef adjoint du troisième secteur de la Zone autonome. Il est arrêté en avril 1957 et ne renouera avec la liberté qu'en 1961. A l'indépendance, il est haut cadre au ministère des Affaires étrangères, puis ambassadeur dans plusieurs pays. Il fait partie des bureaux nationaux de plusieurs fondations, dont celles de l'Emir Abdelkader et de Moufdi Zakaria.

De Constantine à Alger

Derrière la stature de Salih se profile l'élève studieux, premier de la classe qu'il a déjà être tout petit. Ses parents rêvaient pour lui d'un destin solide. L'école coranique à Constantine, puis la medersa libre Djamaït Essalam, l'école Arago puis le cours complémentaire Jules Ferry. « En 1949, j'ai rejoint la medersa de Constantine pour mieux conforter mon arabe. Cet établissement, qui deviendra trois ans après lycée franco-musulman, a contribué à la formation de futures de jeunes bilingues. C'est là que j'ai préparé le BEPC, puis le baccalaurat que j'ai décroché le 3 novembre 1954, soit deux jours après le déclenchement de la lutte armée. » Salih quittera Constantine pour Alger, où il effectue des études supérieures islamiques à l'université. Il n'optera ni pour la magistrature ni pour l'administration mais pour la section pédagogique, sous la direction d'un directeur nommé M. Reynaud, membre de l'académie Piaget. Une vocation était née et Salih était prêt à aller le plus loin possible dans les études. Voeu contrarié par le cours des événements politiques. « Ça bouillonnait à l'université et les étudiants structurés au sein de l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN), comme Benyahia, Benbatouche, Dahlouk Smaïl, Khene donnaient le ton de la contestation. » Le MTLD, les ultras, les communistes trouvaient leurs prolongements au sein de l'organisation estudiantine où tous les clivages s'effaçaient. La seule anicroche qui a suscité de longs débats était le maintien ou non du (musulman) de l'Ugema. Sur les 6000 étudiants de l'époque, on était 400 Algériens. Le dilemme est que si

Le militant, le diplomate et le pédagogue

on supprimait la référence à l'Islam, on aurait été noyé parmi une majorité

européenne et on perdrait ainsi notre particularité, dont le sous-bassement idéologique n'est plus à démontrer.

Lorsqu'en juillet 1955, il est procédé pour la première fois à la création d'une organisation structurée, Salih est là pour assister au congrès constitutif de l'Ugema, tenu à la Mutualité de Paris, en présence de toutes les organisations estudiantines mondiales. Quelques mois après, tout en étant dans l'exécutif de l'Ugema, basé à Paris, Salih ouvre un bureau à Alger. L'arrivée de Guy Mollet avec la promesse de ramener la paix avait suscité quelques espoirs. Mais il fallait vite déchanter. Les colons redoublèrent de férocité envers les Algériens et les étudiants n'étaient pas en reste. Le comité Action universitaire, extrême s'il en fut, achèvera la basse besogne en tentant d'entraver l'évolution des étudiants autochtones. À l'avant-garde des revendications indépendantistes, Salih militera sans faiblesse. Il est arrêté en avril 1957 et connaîtra les affres des camps de concentration à Paul Cazelles, Sidi Chahmi, Bossuet, Médéa. Il est libéré en 1961. Il perd l'usage du langage, sa mémoire d'archive et le sommeil le fuit. Il était hors jeu.

Une noble cause

Il est envoyé par le FLN pour des soins en Suisse. Retapé, il rentre en Algérie pour être le premier directeur de la Coopération culturelle et technique au ministère des Affaires étrangères. « C'est moi qui ai signé tous les premiers accords avec les pays étrangers », dira non sans fierté le doyen des diplomates encore en activité puisqu'il est sur plusieurs fronts. Pédagogue accompli, ses réflexions sur les affaires du monde, résultat de ses expériences vécues, font autorité. Il les a consignées dans des ouvrages signés par lui pour apporter son jalon à l'histoire. « Le moindre témoignage sur notre pays consigné par écrit, dans une société à tradition essentiellement orale, est un acte de sauvegarde contre le virus de l'oubli, particulièrement actif dans notre mémoire collective, d'autant que le culte du souvenir n'est pas non plus le fort des Algériens », considère-t-il.

Contre le virus de l'oubli

M. Benkobbi a beaucoup voyagé. Ses pégrinations à travers le monde en sa qualité d'ambassadeur ont affermi ses connaissances des êtres et des choses sur lesquels il porte un regard caustique et détracteur. Par exemple, la mondialisation n'est plus une vue de l'esprit. « Elle a pour ennemi toute société structurée ou imprégnée de valeurs qui résistent à toute mondialisation. C'est pourquoi, l'Islam en tant que socle est l'ennemi à abattre par les tenants de ce nouvel impérialisme », relève Salih dont la vision n'est pas très optimiste quant à l'avenir immédiat de nos contrées. « Ni le Maghreb, ni le Machreq, ni l'Afrique ne peuvent constituer de cadres pouvant servir, dans l'immédiat, à relever les nouveaux défis auxquels ils se trouvent tous confrontés, d'où la paralysie de leurs institutions communautaires de coopération : UMA, Ligue arabe, UA, conçues à l'origine pour être les instruments juridiques de l'unité souhaitée de leurs membres. »

Sans l'Union, point de salut

Salih, a contrario, met en exergue « les vastes ensembles économiques, politiques et militaires qui émergent en Europe, en Asie et sur le continent américain. » L'avenir appartient en exclusivité aux grandes entités, parce que suffisamment fortes pour tout à la fois résister aux nouveaux

Le militant, le diplomate et le pédagogue

défis et imposer leur point de vue dans tout débat international d'importance. Salih évoque la décennie noire avec son lot de malheurs et de drames en essayant d'en percer les tenants et aboutissants. Pour lui, ce n'est pas un phénomène isolé, car « avec le temps et la prolifération des actions terroristes partout dans le monde, la vraie nature de la crise algérienne, trop longtemps considérée comme effets conjugués d'un long verrouillage politique et d'une gestion désastreuse des deniers publics, commence à être mieux appréhendée par l'ensemble de nos partenaires. La violence aveugle, qui s'exprime ici au nom de l'Islam, a son pendant sanguinaire ailleurs avec d'autres motivations. Le crime organisé est devenu, au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, un phénomène international généralisé. Il est le produit du nouvel ordre d'un monde unipolaire à l'abri de tout conflit majeur immédiat ».

Salih évoque le deux poids, deux mesures de la France si prompte à se mettre en évidence « en glorifiant la mission civilisatrice » à travers la loi scélérate de février 2005, alors qu'il est demandé de se dédouaner des crimes commis en Algérie depuis 1830. « Sarkozy rejette catégoriquement toute idée de repentance pour les actions génocidaires de la France en Algérie et dans d'autres anciennes colonies, parce que, prétend-il, commises par des générations qui ne sont pas les siennes, mais il exige de la Turquie de le faire pour la répression perpétrée au début du siècle passé contre les Arméniens, par un régime turc déchou et dont elle a toujours refusé l'héritage. » Son regard sur l'Algérie d'aujourd'hui est sans équivoque. « On a le sentiment d'une nette frustration d'une nation longtemps vouée à l'éclipse totale et qui, ressuscitée au prix d'énormes sacrifices, se retrouve, au terme de 40 ans de souveraineté, confrontée à un destin communautaire pour le moins incertain. Sa déception est d'autant plus amère qu'elle était assurée de jouir ainsi que le monde auquel elle appartient d'un avenir meilleur et que ses débuts en tant qu'Etat indépendant ont été prometteurs, tant en termes de réalisations internes, qu'en initiatives heureuses sur la scène internationale. »

Parcours